

Bonne &
Heureuse
Année 2019



En avant la marche :
**La C14 pour de
nouvelles parades
dans les rues** P.3

Office Togolais des Recettes :
L'Unité Spéciale d'Intervention
de la Douane (USID)
désormais opérationnelle P.5



Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0411 du Mercredi 23 Janvier 2019 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

L'opposition parlementaire doit jouer son rôle

Contre vents et marrées ; les législatives du 20 décembre dernier ont eu lieu. Boycottées par de nombreux partis de l'opposition regroupés au sein de la C 14. Le caractère pluraliste de l'élection a été sauvé de justesse grâce à la participation de quelques partis politiques et des listes indépendantes. Avec 59 élus pour le parti au pouvoir UNIR, 18 élus indépendants et 5 partis politiques présents au parlement on peut se réjouir d'avoir une assemblée nationale multicolore avec plusieurs courants politiques, traduisant ainsi le côté démocratique de la nouvelle Assemblée nationale.

Il est important que les partis politiques de l'opposition qui ont des députés à l'Assemblée nationale soient jaloux de leur indépendance en se constituant en opposition parlementaire afin de mieux contrôler l'action du gouvernement. Le parti au pouvoir étant majoritaire à l'Assemblée il est évident que la majorité parlementaire ne fera qu'accompagner l'exécutif. Il revient alors à l'opposition de jouer véritablement le rôle de contre pouvoir dévolu de façon classique à l'Assemblée nationale.

« L'opposition » se caractérise par le fait qu'elle n'est pas au pouvoir et qu'elle s'oppose (avec plus ou moins de vigueur) à ceux qui le détiennent. La loi portant statut de l'opposition stipule en son article 2 que l'opposition parlementaire comprend le ou les partis et regroupement des partis représentés

Suite à la page 2

Elles lorgnent la Primature et le Perchoir :



L'heure de la femme a-t-elle sonné ?

 P.3

Lutte contre la corruption :
**Opération mains propres à la
nouvelle société cotonnière du Togo** P.2
Des responsables dans le collimateur de la gendarmerie



2 Actualité

Lutte contre la corruption : Opération mains propres à la nouvelle société cotonnière du Togo Des responsables dans le collimateur de la gendarmerie

La lutte contre la corruption prend- elle son envol ? ça en a l'air. La nouvelle société de coton pourrait servir de cobaye.

Une opération mains propres non dénommée pourrait faire tomber les premières personnalités accusées de malversations financières sont dans le collimateur de la gendarmerie. Certains responsables seraient d'ailleurs déjà en détention.

Le premier responsable de la société ne serait pas épargné. Nous reviendrons dans nos prochains numéros sur cette affaire.

Tout porte à croire qu'il y a désormais une tolérance zéro pour les faits de corruption au Togo en cette année 2019. Une véritable opération mains propres menée sans tambour ni trompette. Tous les ingrédients sont réunis et des têtes vont tomber.

La lutte contre la corruption

doit prendre un autre visage; celui de la détermination de la froideur; de l'insensibilité face aux titres et aux qualités des personnes soupçonnées. Les faits de corruption doivent être punis un point c'est tout.

La corruption existe au Togo; elle sevit mais elle n'appartient à personne. Elle est un peu comme une rue non dénommée ; elle n'a pas de non mais elle existe.

Fabrice



Editorial :

L'opposition parlementaire doit jouer son rôle

Suite de la UNE

à l'Assemblée nationale ainsi que les députés qui y siègent, et qui on remis au bureau de celle-ci, une déclaration indiquant leur appartenance à l'opposition. Cela suppose qu'un parti de l'opposition peut choisir d'accompagner le pouvoir.

Dans le contexte togolais on risque d'en arriver à la disparition de l'opposition parlementaire si jamais tous les partis choisissaient de faire le jeu du pouvoir.

Il est important que les partis d'opposition à l'Assemblée garde leur distance vis-à-vis du pouvoir et jouer véritablement le rôle de

l'opposition parlementaire. Dans la plupart des régimes parlementaires, sans que ce soit systématique, le gouvernement bénéficie d'ordinaire du soutien direct de la majorité. La question des droits de l'opposition parlementaire est par conséquent avant tout celle des droits de la minorité politique.

. Ceux-ci englobent en général le droit de déposer des propositions de loi et d'autres propositions, le droit de contrôler l'exécutif et d'avoir un droit de regard sur ses activités, ainsi qu'une protection contre les brimades que pourrait lui infliger la majorité.

L'opposition n'a cependant pas le pouvoir d'adopter des décisions essentielles qui, dans un régime démocratique, sont prises par la majorité des parlementaires. Mais l'opposition parlementaire quoique minoritaire ; peut provoquer le débat à l'hémicycle sur d'importantes questions qui engagent l'intérêt national. De la contradiction jaillira la lumière voilà pourquoi les partis de l'opposition à l'Assemblée nationale doivent jouer leur rôle celui de s'opposer quand il le faut.

Le Directeur de Publication

Pharmacies de garde à Lomé Semaine du 21/01/2019 au 28/01/2019

JEANNE d'ARC : Près de Marox-Renault-Star 22 22 08 01

HANOUKOPE : Avenue de la Nouvelle marche, Immeuble Radio Kanal FM. 22 21 01 15

DES APÔTRES : Akodessewa Face ETOCOTRAN 22 27 11 98

TULIPE : Bd NOTRE-DAME des Apôtres Bè 22 21 07 22

ECLAIR : Bè Ahligo, près du Marché 22 22 75 11

HORIZON : 165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.AC.22 20 42 42

AMITIE : 72 Av. des Hydrocarbures (SOTED) 22 21 74 47

CAMPUS: Adewi 22 21 56 32

HÔPITAL: Face Hôpital CHU-Tokoin 22 20 08 08

PROVIDENCE: Bd. Jean Paul II 22 26 66 48

PAIX: Résidence du Benin 22 26 40 91

BAH: Face EPP Hedzranawé 22 26 03 20

St PIERRE: Sagboville Hedzranawe. Boulevard Haho 22 26 19 73

SANTA MADONNA : Sise à Kégué sur la route du petit contournement à côté de l'église catholique Ste Thérèse 70 01 03 03

MAWULE: Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond Point Gakpoto) 70 45 91 86

MAËLYS : 1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de NETADI 22 27 60 19

BETHEL : Rte d'Adidogomé 22 25 23 70

DES ECOLES: Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé 22 51 75 75

HOSANNA : Carrefour Sagbado-Sémékonawo, en face de la station service SANOL 22 51 50 49

VIGUEUR: Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro 22 51 63 30

St JOSEPH: Bretelle BE KLIKAME 22 25 74 65

LE GALIEN : Rue Pavée d'Adidoadin 22 51 71 71

DU POINT E : 506, rue 129 Aflao Gakli (Kiniti Gomè), à Djidjolé dans le von de la pharmacie Djidjolé 22 51 91 71

NABINE : Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau) 93 36 26 26

VOLONTAS DEÏ : Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City 70 42 23 60

VITAFLORE : Sise à Agoè Vakposito à 100 m de la station Shell Agoè Vakposito 70 40 22 86

AGOE-NYIVE : A côté de l'Eglise Catholique d'Agoè-Nyivé 22 25 83 38

DIVINA GRACIA : Quartier Agoè-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) 93 83 91 00

CHARITE : A côté du CEG d'Agoè-Nyivé 22 25 12 60

LA MAIN DE DIEU : Sise à AGOE ASSIYEEY non loin de l'église des Assemblées de Dieu (Temple Galilée) 93 40 21 21

ABRAHAM: Agoè-Logopé Kossigan 22 50 10

LE DESTIN : A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida 70 41 15 41

La FLAMME D'AMOUR : Sise à Agodeke route d'Aného 70 45 70 14

Prompt Rétablissement

LE LIBÉRAL, c'est tous les lundis et mercredis chez votre marchand de journaux



Elles lorgnent la Primature et le Perchoir: L'heure de la femme a-t-elle sonné?

Un mois après les élections législatives ; les togolais attendent toujours avec impatience de connaître le nom du nouveau président de l'assemblée nationale et celui du nouveau locataire de la primature.

Si dans le premier cas il revient aux élus de mettre en place un nouveau bureau de l'assemblée nationale avec un nouveau président à la tête ; dans le second cas ; il revient au chef de l'Etat de choisir un chef du gouvernement. En attendant la fumée blanche ; les supputations vont bon train chacun y va de ses pronostiques sur le nom de la personnalité à même d'occuper tel ou tel poste. Parmi les noms qui circulent. Des femmes pour occuper le perchoir et la primature. Il faut dire ce serait inédit d'avoir une femme comme dauphine constitutionnelle. D'aucuns prêteraient des intentions à Ibrahima

Méminetou, plusieurs fois membre du gouvernement et vice-présidente dans la précédente législature ; l'envie de prendre le perchoir serait tout à fait logique pour la belle dame de Guérin Kouka élue

député dans le grand Lomé. Au delà des ambitions, il faudra aussi tenir compte d'autres paramètres et surtout s'assurer du vote des élus. Parmi les prétendants à la primature le nom d'une

femme revient. Il s'agit de Madame TOMEGAHDogbe, Directrice de cabinet de la Présidence de la République. Elle détient à ce jour le record de longévité dans le gouvernement sortant. Au vu de son parcours, certains la verraient à la Primature, ce qui

symboliserait le couronnement d'une carrière bien remplie. Présidence de l'Assemblée nationale, Primature l'heure de la femme a-t-elle sonné? Le suspens demeure en attendant la fumée blanche dans les prochaines heures.

Fab

En avant la marche : La C14 pour de nouvelles parades dans les rues

Zéro pointé pour la coalition des 14 partis politiques de l'opposition en 2018. La coalition désormais amputée d'un de ses membres après le départ du MCD ; a perdu tous ses paris en 2018. Elle qui a juré la main sur le feu empêcher la tenue des dernières législatives a fini par tout perdre. Complètement désarmée ; la bande à Jean Pierre FABRE et consort s'apprête à renouer avec les manifestations de rue.



Après des meetings très peu suivis le week end dernier la C14 appelle ses militants à descendre dans la rue ; une pratique pas du tout inédite la

coalition ayant passé son temps à battre les pavés depuis 2017 sans le moindre succès.

Faute de nouvelle la C14 désormais opposition extraparlamentaire se cherche et faute de nouvelles stratégies ; elle est bien obligée de maintenir le statut quo en faisant recours à la rue mais pour quel résultat ; l'énigme **demeure**.

La fondation sud-coréenne Seamaul réaffirme son soutien au projet d'Agropole

Le Togo et la fondation sud-coréenne Seamaul ont signé vendredi 18 janvier dernier à Lomé un accord de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Transformation Agricole (PTA). C'était à l'issue d'un séminaire présidé par le Premier ministre, Komi Sélom Klassou.

Quelques heures après la signature de la convention avec le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya, la délégation sud-coréenne conduite par son président Chang Dong Hee a été reçue par le Chef de l'Etat SEM Faure Gnassingbé à la Présidence de la République.

Chang Dong Hee et sa suite sont allés remercier le Chef de l'Etat pour son implication dans le processus. « Nous sommes venus témoigner notre gratitude au Président de la République pour sa vision de développement du secteur rural et sa politique de partenariat public-privé

», a indiqué le président de la fondation à l'issue des échanges.

Il a également réaffirmé au président Faure Gnassingbé, l'engagement de sa fondation à partager avec le Togo, les expériences en matière de développement des zones rurales à travers cet ambitieux programme des Agropoles.

« Nous avons décidé de participer au projet PTA en tant que partenaire de la Banque Africaine de Développement (BAD), ceci, pour partager notre expérience en matière de développement rural », a indiqué Chang Dong Hee.

Selon le terme de l'accord signé, la fondation Seamaul aura pour rôle principal de renforcer les capacités des populations des zones ciblées et améliorer leur environnement à travers la formation agricole. Des experts de la fondation sont d'ores et déjà sur le terrain à Kara pour des échanges avec les 10 villages bénéficiaires du projet.

Rappelons que le PTA est une initiative pilote mis en œuvre dans le cadre du Plan stratégique de développement des agropoles au Togo 2017-2030 et de l'initiative « Nourrir l'Afrique 2016-



2025».

L'idée est de créer dans la région de la Kara (nord du Togo) les conditions favorables à l'investissement privé notamment grâce à la transformation des produits agricoles, la fourniture d'intrants et de services agricoles. Il sera exécuté suivant l'approche chaîne de valeur, à travers

un partenariat entre l'Etat, le secteur privé et les organisations professionnelles agricoles.

La réalisation complète du PTA est évaluée à 35,19 milliards de FCFA dont 22% de dons, le tout financé par le gouvernement togolais, la BAD, la BOAD et la Fondation Seamaul (Corée du Sud). Il est prévu pour une durée de cinq ans.



4 Actualité



Le Togo et 10 pays africains créent le réseau African Delivery Unit

Le réseau africain des delivery unit a été lancé à Dakar, la capitale du Sénégal, en marge de la troisième conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique qui s'est tenue du 17 au 19 janvier 2019. *Cette institution qui regroupe le Togo, le Bénin, le Sénégal, le Ghana, la Gambie, le Kenya, le Liberia, Madagascar, le Maroc, la Guinée, le Nigeria et la Malaisie* a pour but la coordination, l'exécution et le suivi de la mise en œuvre des Plans de développement et aussi de certains projets structurants.

Lors du panel auquel il a participé, le Coordonnateur de la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi a mis en exergue les facteurs de réussite de la plus jeune des delivery unit d'Afrique en soulignant la nécessité d'avoir un engagement des plus hautes autorités; le besoin de crédibilité des delivery unit dans le reporting ; la sophistication dans la conception et l'analyse et enfin le fait de valoriser les porteurs de projets qui sont le plus souvent les ministères.

« Le Chef de l'Etat par sa vision a voulu cette delivery unit afin d'accompagner au mieux le programme de transformation du Togo.



Cette décision ambitieuse qui traduit le changement de paradigme organisationnel est reconnue aujourd'hui par la participation de la cellule, que j'ai l'honneur de coordonner, à cet événement majeur. Nous apprendrons certainement beaucoup des difficultés que nos devanciers ont pu connaître et surtout

capitaliser sur les facteurs de succès et les outils existant », a indiqué M. Kanka-Malik Natchaba.

Pour Ibrahim Wade, Directeur général du bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent, le réseau est en lui-même un programme de développement pour accompagner les dynamiques de



développement sur le continent. Pour se montrer efficace et pertinent, « le réseau ambitionne une publication périodique des résultats et des réflexions sur les solutions innovantes mises en œuvre dans le cadre de la transformation économique de l'Afrique », a-t-il annoncé. La feuille de route du réseau et les instances du réseau seront connues lors de la prochaine rencontre qui se tiendra à Nairobi au Kenya.

Il faut préciser que la mise en place de ce réseau s'est faite en marge de la troisième conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique tenue du 17 au 19 janvier

dernier et avait pour objectif une présentation des exemples de réussite en Afrique en la matière ainsi que des échanges sur les voies et moyens pour parvenir à un développement économique satisfaisant.

Le Togo a pris part à cette conférence avec une délégation composée d'acteurs du secteur public (Cellule Présidentielle d'exécution et de suivi ; Ministère de la Planification ; Ministère du Commerce) et du secteur privé (Patronat ; Chambre de Commerce et d'industrie du Togo) et a activement participé aux échanges tout en nouant des contacts avec divers **partenaires**.■

Burkina-Faso, Bénin, Inde : Meilleures destinations des produits togolais en 2018

Les trois principaux pays d'exportation des produits du Togo sont le Burkina-Faso, le Bénin et l'Inde. Le Rapport économique, financier et social 2018 le révèle avec des statistiques claires. Les exportations vers les deux premiers pays représentent respectivement 39,5% et 19,9% de la valeur totale des exportations.

« Le Burkina-Faso a importé essentiellement du Togo des ciments non pulvérisés dits clinkers et des sacs, sachets, pochettes et cornets en matières plastiques », présente le rapport du gouvernement de la République togolaise.

Selon ce Rapport, les exportations du Togo vers le Bénin concernent principalement les « sacs, sachets, pochettes, cornets en matière plastique », les

produits de beauté ou de maquillage et l'huile de palme raffinée et ses fractions.

Le même rapport note que l'Inde est le troisième client du Togo avec 15,9 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,2% contre respectivement 12,3 milliards de FCFA et 5,0% au premier semestre 2017.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 135,7 milliards de FCFA vers les



Etats membres de la CEDEAO, soit 61,2% de la valeur totale des exportations contre

respectivement 149,0 milliards de F.cfa et 61,3% au premier semestre 2017.

Il est aussi important d'indiquer que « les exportations du Togo vers l'union européenne (UE) ont atteint 6,5 milliards au deuxième trimestre 2018, soit 5,7% de la valeur totale des exportations contre respectivement 5,8 milliards de FCFA et 4,8% au deuxième trimestre 2017 ».

« La France, le Portugal et l'Allemagne sont respectivement, premier, deuxième et troisième client du Togo dans l'UE », indique le **rapport**.



Office Togolais des Recettes : L'Unité Spéciale d'Intervention de la Douane (USID) désormais opérationnelle

L'*Unité Spécialisée d'Intervention de la Douane (USID) a été rendue opérationnelle le lundi dernier. C'était au cours d'une cérémonie solennelle de libération présidée par le Col Adédzé Kodjo, Commissaire Général par intérim de l'office Togolais des Recettes en présence des hautes autorités militaires et civiles, au camp du 1er Bataillon d'Intervention Rapide (BIR).*

S'inscrivant dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles de la douane togolaise face aux menaces sans cesse croissantes du terrorisme, des trafics illicites et du grand banditisme à nos frontières, cette cérémonie fait suite à neuf (9) semaines de formations intenses suivies par les 34 agents qui constituent cette unité à ce jour, assurées par le Groupe d'Intervention Leger Anti-Terroriste (GILAT) sur des techniques maîtrise avec ou sans arme de l'adversaire, l'escorte de convoi, l'instruction sur le tir de combat et de précision, la pratique d'intervention en véhicule, la conduite offensive, la protection de citoyen, le Krav Maga, une technique israélienne de combat basée sur le corps à corps.

Pour le Commissaire



Général par intérim de l'OTR, la mise sur pied de cette unité vient de nouveau consacrer la franche et fructueuse collaboration qui existe entre son institution et la haute hiérarchie des Forces Armées Togolaises (FAT).

Pour lui, la douane togolaise doit se repositionner autrement par rapport à l'ensemble des risques liés aux djihadistes et tous genres de trafics illicites que connaît notre actuelle

société. Cela passe donc par un renforcement des capacités des éléments.

" L'ordre et la discipline qui caractérisent notre armée nous incitent dans cette collaboration car nous permettant d'avoir un office dynamique et efficace. Grâce à cela, nous disposons désormais des éléments capables de répondre à ces risques. L'économie a besoin de sécurité et de protection et nous savons que le gouvernement attend

beaucoup de nous en mettant sur pied notre institution. Nos éléments, au sortir de cette formation, sont à même de faire face à n'importe quel défi, ce dont nous nous réjouissons.", a-t-il confié avant d'assurer que les éléments du CETA et de certaines écoles spécialisées de l'OTR prendront prochainement part à cette formation afin de mener à bien les missions de l'OTR.

Le Colonel Mangorgou, Représentant du Chef d'Etat-Major des Forces Armées Togolaises a rassuré l'OTR et l'ensemble du dispositif sécuritaire togolais de son soutien et appui indéfectibles dans le maintien de l'ordre public, de la paix, de la stabilité et de la tranquillité des populations.

« Le contexte sécuritaire actuel renforce l'intérêt des

entraînements. C'est pourquoi les forces armées togolaises viennent en appui et en complément aux forces de sécurité. Il est donc normal qu'elles soutiennent par la formation des agents de la douane togolaise pour leur permettre de lutter contre les contrebandes et les trafics interdits qui pourraient venir saper l'économie de notre pays », a relevé le corps habillé.

Démarrée le 25 novembre dernier, cette formation de 9 semaines a permis à 34 agents sur 37 d'être outillés pour mieux faire face à des menaces de tout genre sur le terrain telles que les contrebandes, les pratiques illicites et autres étant entendu que de nos jours l'insécurité est sans cesse grandissante dans le monde. Les différentes démonstrations qu'ils ont eues à faire lors de la cérémonie de libération en attestent pleinement.

Démocrate

SOCIÉTÉ : Le Golfe de Guinée reste un haut lieu de la piraterie maritime

A*vec plus de 5700 kilomètres de côtes qui bordent 17 pays, du Sénégal à l'Angola, le Golfe de Guinée est resté un haut lieu de piraterie maritime en 2018. Dans son rapport annuel, le Bureau maritime international indique que les six navires détournés dans le monde l'ont été dans cette zone. Idem pour les faits de tirs sur des bateaux : 13 sur 18 se sont déroulés dans ces eaux océaniques tout comme la vaste majorité des kidnappings contre rançons.*

Face à la recrudescence de ces violences, notamment au dernier trimestre 2018 dans la région et même au-delà des eaux territoriales, "il y a un besoin urgent de renforcement de la coopération et de partage d'informations entre les pays qui bordent le golfe de Guinée, pour que des actions efficaces puissent

être entreprises contre les pirates", a expliqué un porte-parole du BMI.

Le bureau a enregistré sur cette période 14 kidnappings et observé que les pirates s'attaquent à tous types de navires, allant du bateau de pêche au plus grand vraquier. Le phénomène a en revanche considérablement diminué dans le Golfe

d'Aden, zone maritime située entre la corne de l'Afrique (Somalie) et la péninsule arabique, aujourd'hui moins prisée par les pirates depuis le déploiement d'une imposante armada militaire internationale.

Dans le Golfe de Guinée, qui abrite les deux principaux pays producteurs d'or noir



d'Afrique subsaharienne, le Nigeria et l'Angola, les pirates s'attaquent surtout aux cargaisons de produits à base de pétrole raffiné. Les actes de piraterie ont sérieusement perturbé cette voie de transport maritime international.

Et coûté des milliards de dollars à l'économie mondiale.

Il faut noter que le Togo a été plutôt épargné. C'est sans doute le résultat des efforts déployés par la Marine pour sécuriser l'espace **maritime**.



6 Actualité

Efficient diagnostic des pathologies de la route pour une meilleure réparation :

Le CERFER renforce les capacités des professionnels du secteur

Une centaine de professionnels de la route prennent part depuis hier à Lomé à un atelier de renforcement de capacités sur les pathologies des infrastructures routières et les méthodologies de réparations de ces dernières. A l'initiative du Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier (CERFER), les travaux de cet atelier ont été lancés par M. Passoli Abelim en présence du Directeur Général du CERFER, M. Samah Ouro Djobo, des directeurs de sociétés et entreprises de cette chaîne de valeurs.

La rencontre vise à outiller les différents acteurs sur le diagnostic des diverses pathologies des routes revêtues et non revêtues, ainsi que les pistes, afin de prendre conscience de l'importance capitale du meilleur diagnostic des pathologies et la meilleure approche méthodologique de réparation dans le processus de maintenance des routes.

"L'accomplissement du destin individuel, ne peut jamais se faire sans une bonne formation. Toute bonne connaissance ne s'obtient qu'à travers une formation et celle ci ne peut s'acquérir sans effort.", a souligné le Directeur



Général du CERFER tout en invitant les différents participants à faire preuve d'un esprit ouvert et participatif.

Pour sa part, le représentant du ministre des infrastructures et transports a rappelé que

l'ampleur des travaux en termes d'infrastructures routières, engagés par l'Etat n'est plus à démontrer. Cela nécessite par contre qu'on assure une qualité des prestations, d'où la nécessité d'accroître et de renforcer les capacités

des acteurs de la construction des routes et de l'entretien routier par la formation.

"L'une des attributions de ce centre (CERFER, ndlr) est d'organiser à l'intention des administrations publiques et du secteur privé des formations spécifiques de pointe, des recyclages et perfectionnement professionnel suivant les besoins exprimés. Ce séminaire vient à point nommé car outre les travaux de construction des routes, la délicatesse de l'entretien de celle-ci nécessite des diagnostics précis des pathologies", a-t-il déclaré.

Durant les prochains jours, les formateurs du CERFER imprégneront les différents participants dans quatre (4) modules en l'occurrence, les structures et infrastructures routières: pathologies, remèdes et méthodologie de réparation; le montage d'un dossier de soumission; la composition des prix unitaires et sous-détail de prix et l'organisation de chantier.

Organe du Conseil de l'Entente, le CERFER est l'une des premières institutions de la place à avoir introduit la formation continue des agents techniques des administrations impliquées dans les bâtiments et travaux publics.

Notons pour finir que la formation prend fin le 1er février prochain.

Démocrate

Un atelier sur la promotion de l'éducation inclusive dans la sous-région a été ouvert ce lundi à Lomé

Lomé abrite depuis ce lundi 21 et ce, jusqu'au vendredi 25 janvier, un atelier régional de « Renforcement des capacités sur l'analyse des politiques éducatives et des instruments juridiques internationaux ».

Organisée par le Réseau Africain de Campagne pour l'Education Pour Tous (ANCEFA) en collaboration avec la Fédération Ouest Africaine des Associations des Personnes Handicapées (FOAPH) et Humanité et Inclusion (HI), la rencontre regroupe des experts venus de trois pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).

Pour les organisateurs, la question de l'éducation inclusive reste plus que jamais d'actualité avec l'adoption en 2015 des Objectifs de

Développement Durable (ODD) dont l'ODD4 vise à « assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

Pour ce faire, il s'avère nécessaire de mener un plaidoyer commun fort et soutenu à tous les niveaux pour que les gouvernements prennent et respectent leurs engagements pour une éducation « inclusive de qualité en définissant et en mettant en œuvre des lois, politiques, et des budgets

plus inclusifs et prenant en compte les droits de tous à une éducation de qualité notamment ceux des enfants handicapés », a insisté IDRIS Maïga, Président de la FOAPH.

Durant cinq (5) jours, les participants vont élaborer des plaidoyers à soumettre aux gouvernants pour une politique d'éducation inclusive dans la sous-région. « L'ANCEFA souhaite renforcer les capacités des acteurs qui seront engagés dans les actions de plaidoyer à travers une formation sur l'analyse des politiques

éducatives pour qu'elles soient inclusives. Dans la même lancée, ANCEFA souhaite également améliorer et approfondir leurs connaissances sur le fonctionnement, le rôle et les étapes décisionnelles des instances régionales et sous régionales (UA, UEMOA, CEDEAO et CONFEMEN) qui pourront être investies pour mener l'action de plaidoyer conjoint », a indiqué Doriane Tchamanbe, responsable du Renforcement à l'ANCEFA.

La rencontre de Lomé entre dans le cadre du projet « Éducation inclusive dans le Sahel (NORAD) » mis en œuvre au Burkina Faso, Mali et au

Niger et permettra aux participants d'être capables de répertorier les instruments juridiques internationaux en lien avec l'éducation inclusive, identifier les conditions de base et les étapes pour l'élaboration d'un plan sectoriel inclusif, identifier les éléments d'analyse qui permettent d'apprécier qu'une politique éducative est inclusive. « Ils seront également en mesure de préparer l'outil d'analyse qui permettra d'apprécier la prise en compte de l'inclusion dans les politiques éducatives au Burkina Faso, au Niger, et au Mali », a-t-elle laissé entendre. ■







Spéciale
*fin d'année 2018 **

JUSQU'À
-45%
sur le
DÉDOUANEMENT

✓ des marchandises*
✓ des véhicules

* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018
* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



À PARTIR DU 3 SEPTEMBRE 2018

**APPELEZ
SANS LIMITE
LES NUMÉROS FIXES**

4720 F/MOIS

POUR BOOSTER VOS AFFAIRES

**LE MEILLEUR RÉSEAU DATA
ET LES APPELS LES MOINS CHERS
AU TOGO !**





Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

**Directeur de la
Publication**
PETCHEZI P. D. Fabrice

**Comité de
Rédaction**
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur
S. Didier

Infographie
JPB

Adresse
Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpœ, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
Direct Sprint
Tirage
1000 exemplaires



8 Annonces



Communiqués de l'ESMC :

COMMUNIQUE 1 : Aux offreurs de travail

Dans le cadre de la mobilisation des ressources humaines pour l'exécution du Plan d'Action et du Budget Quinquennal (1er janvier 2019-31 décembre 2023), la Coordination Nationale des Entités de la Production Commune Togo (CNEPC-TOGO) invite tous les détenteurs de Comptes Marchands ayant postulé pour travailler en qualité de «Prestataires de la Production Commune »à passer au siège de l'ESMCà partir du lundi 14 janvier 2019.

NB : Se munir du certificat de son Compte Marchand.

La Coordination vous remercie pour votre confiance.

COMMUNIQUE 2 : Aux premiers bénéficiaires de Bons de Consommation mensuels

Dans le cadre de la mise en œuvre du premier programme quinquennal ODD intitulé « 30.000 FCFA en Bons de Consommation mensuels à 1.000.000 de Togolais heureux

pour la vie », la Coordination Nationale des Entités de la Production Commune Togo (CNEPC-TOGO), invite les 150 premiers bénéficiaires à passer au siège de l'ESMC à partir du lundi 14 janvier 2019. (Ci-jointe la liste).

NB : Se munir du certificat de son Compte Marchand.

La Coordination vous remercie pour votre confiance.

COMMUNIQUE 3 : Aux offreurs de projets

Dans le cadre de la mobilisation des projets pour la Production Commune inscrite au Plan d'Action et au Budget Quinquennal(1er janvier 2019-31 décembre 2023), la Coordination Nationale des Entités de la Production Commune Togo (CNEPC-TOGO) invite tous les détenteurs de Comptes Marchands ayant postulé pour l'offre de projets à passer au siège de l'ESMC à partir du lundi 14 janvier 2019.

NB : Se munir des certificats de ses Comptes Marchands Personnes Physique et Morale.

La Coordination vous remercie pour votre confiance.

COMMUNIQUE 4 : Aux Fournisseurs de Biens, Produits et Services

Dans le cadre de la mobilisation des Biens, Produits et Services pour la Production Commune inscrite au Plan d'Action et au Budget Quinquennal(1er janvier 2019-31 décembre 2023),la Coordination Nationale des Entités de la Production Commune Togo (CNEPC-TOGO) invite les Fournisseurs deBiens, Produits et Services détenteurs de Comptes Marchands à se présenter à partir du lundi 14 janvier 2019au siège de l'ESMC pour leur formalisation dans les Centrales d'Achat et de Vente.

NB : Se munir des certificats de Compte Marchand Personne Physique et Personne Morale.

La Coordination vous remercie pour votre confiance.

LISTEDES 150 PREMIERS BENEFICIAIRES DE BONS DE CONSOMMATION MENSUELSSUR LA PLATEFORME ESMC

N°	Noms	Prénoms	37	KOURA	YAYA	76	TCHADRE	FOUSSENATOU	115	TCHATAKORA	FARID
1	BOUKARI	FRIDAOUS	38	AWILI	EVA	77	KOUROUPARA	ALASSANI	116	YACOUBOU	ZIARATOU
2	BOUKARI	YASMINE	39	AMERENYANOU	EYAVI	78	TCHAO	KOUBOURATOU	117	BIAM	KOSSIWA DEBORA
3	BOUKARI	ABDL BAST	40	KOM	KEMEALO	79	YEYE	KOSSI HESSOU	118	BIAM	ABLAVI MAWUSSE
4	BOUKARI	CHAMSIYATOU	41	AMADOTOR	AKOSSIWA	80	ALI TAGBA	ZALIA	119	BIAM	KOMLAN JUSTIN JUVENCIO
5	EZION	KOSSIWA AHOEFA	42	ADAGLO	AKOUVI	81	WEMBIE	AKLESSO	120	BIAM	YAO AGBEKO
6	DABLA	AKOUVI	43	HODO DABLA	KODJO	82	MENYOELE	AVESSI	121	BIAM	ADJO CATHERINE
7	GALLEY	K. ERIC	44	GOZAN	AKOSSIWA BEATRICE	83	ZOGNRA	SUALOME	122	BIAM	KODJO ALEXANDRE
8	GALLEY	S. F.SOLANGE	45	GOZAN	KOKOU CHARLES	84	ETSE	AGNESS	123	MIDZA	KOAMI DZIFAN
9	SOWONOU	ADJO	46	AZOUGO	AFI MODESTINE	85	EDOH	ABLAVI MARIETTE	124	MOUSSA MADJIROU	RAHAMATOU
10	AGBEKEY	KOSSI ALPHONSE	47	AWILI	ELDIE	86	FOLIKPO	MWUNYO	125	MIDZA	AYAWAGAN GRACIA
11	PELE	AKOU RITA	48	AZOUGO	KOMLAN HECTOR	87	KOTSOLE	AMESOUWO	126	SANGAYOU	KOUMEALO
12	AGBEKEY	A. ANNE	49	AZOUGO	AHOEFA IDA	88	MILON DAN	AGBOGBE	127	SANGAYOU	KOUMEALO
13	DAWOWDA	BILALE	50	AWILI	GERARD	89	TCHALA	ESSOSINAM	128	ATAKORA	RACHIDATOU
14	ADJEI TOURE	ABDOULATIFOU	51	KPEGOUNI	MOUHAYSIN	90	TCHALA	MEHEZA NICOLE	129	ALASSANE	NIMA
15	AHOLOU	AKBAR	52	AWILI	VALERIE	91	SALIFOU	ADJOWA ESTELLE	130	OURO LONGA	ZENABOU
16	AHOLOU	YASMINE	53	KPEGOUNI	MOUCHARAF	92	ZAKARI	BILALI	131	ZATO	MEDINATOU
17	AHOLOU	NADJAT	54	KATEKIM	ADI	93	ZAKARI	NABILOU	132	TANKO	FOUSSENA
18	AMADOU	ABDOU RAHIMOU	55	KATEKIM	YAO	94	AKAKPO	KOKOE	133	OURO DJOBO	AMINA
19	GNENI OURO DJOBO	MAIDAT	56	IDRISSOU	SAMIRA	95	SOKPEANYO	KADI	134	ALFA GANI	IMANOU
20	NADJIWA	ICHANE	57	IDRISSOU	RAFATOU	96	SOKPEANYO	KADI	135	BANGNA	MOUSSOULIETOU
21	DIGBEREKOU	MOUBARACK	58	IDRISSOU	ISSA	97	AMANA	PALANADINA	136	BIAM	KOMLAN NICOLAS
22	DIGBEREKOU	MALIKA	59	KORODOWOU KATAKPAO	GJIGLIFAO	98	OURO AGOUDA	AMINA	137	DAOUDA	NOUZERATOU
23	DIGBEREKOU	HOSNIA	60	AWILI	PODOMDEWA	99	OURO AGOUDA	ZAKARI	138	NONSI	KOFFITSE
24	AHOLOU	ISLAMIA	61	NABE	SANKARDJA YOBE	100	OURO AGOUDA	ZAKARI	139	SINGALE	TCHANDAME
25	KOUKOU AROUNA	ADIDIJATOU	62	AWILI	DIMITRI	101	WEMBIE	ESSOHANAM	140	SINGALE	TCHANDAME
26	BESSAN	CHARLOTTE	63	VDZRAKOU	KOFFI FRACIS	102	MOROU	ZARIFOU	141	NOUKOUME	ADJARA
27	DJOKO	KOMLAN	64	AKISSA	PRENAM	103	WEMBIE	AKLESSO	142	BIYEBAMBI	MALOME
28	OGBONIN	BERTRAND	65	GOZAN	KOMLAN	104	MOROU	MOUBARAK	143	OGNADOU	SOKAME
29	DJOKO	AFIWA	66	KAMALA	PATASSE	105	MOROU	RAZAK	144	TIDJANI	LATIFA
30	SIMBA	HEZOUGOMA	67	KAMALA	KEVIN	106	OURO AGOUDA	ZAKARI	145	GNANDIA	SALM?ATOU
31	AYIVI	KOKOU EMMANUEL	68	BIAM	KOKOU	107	LANDJEKPO	GISELE	146	MOROU	RAKIETOU
32	AYIVI	ABRA REGINE EYRAM	69	GOZAN	AMAVI BEBE	108	VIGNON	ADJOAVI DELALI	147	ISSO INOU	ALIMATOU
33	AZIABI	KODZO JULES	70	MESSAN	ABLA CHRISTINE	109	GBOSSOU	DEDE	148	BODI	KERESSOUMOU
34	AYIVI	KOKOU DAVID	71	BIAM	AFI SEFAKO	110	LANDJEKPO	AKOSSIWAA PAULINE	149	OURO DJERI	MOURISSIATOU
35	AZIABI	KOMI SAMUEL	72	BIAM	AFI LOLONYON	111	ABDOULAYE	RAYAKOU	150	MAMANE	ARIDIATOU
36	KOURA	YAYA	73	BIAM	KOMLANVI AMETEPE STEPHANE	112	YACOUBOU	ADAM			
			74	AMA	MOUFTAOU	113	TCHADRE	FOUSSENATOU			
			75	ADAM	ALIMATA SADIA	114	BOURAIMA	MOUTAROU			



FINANCES :

Le Togo sollicite 20 Milliards de F CFA sur le marché régional

Pour le financement du programme du gouvernement, le Togo retourne sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) en fin de semaine (25 janvier) pour miser sur de nouveaux 20 milliards en Obligations assimilables du Trésor (OAT), sur une durée de 36 mois. L'échéance est attendue le 28 janvier 2022. Le taux d'intérêt est fixé à 6,25% et la valeur nominale à 10.000 FCFA. «Le remboursement de ces obligations se fera le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement In Fine). Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux de 6,25% l'an dès la première année», indique l'agence UMOA-Titres.

Elle précise que la présente émission d'Obligations du Trésor dans tous les pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) vise à mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Togo. Et qu'au cas où l'Émetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la



présente émission, il porteurs et à condition que l'assimilation de pourra, sans requérir le les contrats d'émission le l'ensemble des titres des consentement des prévoient, procéder à émissions successives

unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

Rappelons que le Trésor public du Togo a obtenu 13,6 milliards, sur 20 milliards recherchés, en Bons assimilables lors de sa première sortie le 11 janvier dernier.

Selon le calendrier provisoire des émissions de titres publics par adjudication au titre de l'année 2019, le Trésor du Togo envisage de lever 390 milliards au cours de l'année sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), dont 95 milliards ce premier trimestre, en une émission de Bons et quatre d'Obligations.

Plan stratégique de développement de la HAAC : Nouvelles visions et orientations pour de nouveaux défis

Aujourd'hui, il est d'une nécessité pour la HAAC de se doter d'un plan stratégique qui lui permettra dans les années à venir à avoir une ligne de conduite face aux différentes actions que l'institution aura à mener. C'est dans ce sens qu'un atelier de validation du rapport de mi-parcours du plan stratégique de développement et de modernisation 2019-2023 de l'institution a été organisé le vendredi 18 janvier 2019 à Lomé par les premiers responsables de ladite institution. Etaient concernés par cet atelier les représentants des organisations et associations des professionnels des médias, ainsi que les consultants et experts du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Ce plan stratégique de développement et de modernisation qui correspond à la feuille de route de la HAAC et qui va couvrir la période 2019-2023 a pour objet principal de fournir une nouvelle stratégie de régulation à l'institution afin qu'elle puisse retrouver ses lettres de noblesse et relever les défis de l'heure qui s'imposent à elle surtout dans le domaine de régulation de la communication au Togo.

A travers ce plan, les organisateurs estiment que

ce dernier va s'attaquer à cinq axes prioritaires à savoir : la consolidation du développement institutionnelle, la consolidation de la régulation par la couverture du territoire national, la consolidation du cadre d'exercice et les capacités professionnels des médias, l'amélioration du cadre interrelationnel de la HAAC et des organes de presse enfin l'amélioration de l'image de la HAAC pour le renforcement de sa notoriété.

Pour l'avenir, selon le

Président de la HAAC, Telou Pitalounani, ce plan représentera désormais le cadre de référence des actions de la HAAC. Actions qui permettront à l'institution non seulement de déterminer les meilleures stratégies de concrétisation de sa mission de régulation à moyen et à long terme, mais aussi d'optimiser sa performance et consolider son ancrage professionnel.

Il a souligné aussi que ce plan est une nécessité pour la HAAC, suite aux impératifs liés au passage



de l'audiovisuel au numérique et surtout, par les mutations quasi permanentes que connaît le secteur de la communication, avec pour corollaire la percée des nouveaux médias.

Face à ces différents enjeux que drainent ces nouveaux médias et que la régulation doit prendre en compte, la HAAC entend se doter d'une boussole pour orienter sa gestion en vue de parvenir aux résultats escomptés qui selon le Président cadrent avec les objectifs du plan national

de développement. Une vision partagée par le Représentant du PNUD, M. Eklu-Koevanu, qui estime que ce plan revêt une importance capitale pour son institution et pour la HAAC dans la mesure où celui-ci leur permettra d'avoir une idée partagée sur les réponses stratégiques envisagées et les déclinaisons opérationnelles à retenir. Et ce serait également selon lui, un outil de rénovation de la HAAC de plaider et de mobilisation des ressources.



OPTION SANTE

La rougeole, qu'est-ce que c'est ?

La rougeole est une maladie virale très contagieuse. Une éruption cutanée précédée par une rhinite, une conjonctivite, une toux et une fièvre modérée caractérisent la maladie. Le point sur la rougeole, son diagnostic et sa prise en charge.

La rougeole est la fièvre éruptive qui atteint le plus grand nombre d'enfants dans le monde. Ses complications, rares dans les pays occidentaux, sont fréquentes dans le tiers monde et sont responsables d'une très lourde mortalité.

Causes

La rougeole est liée à un paramyxovirus. Elle sévit sous forme d'épidémies en hiver et au printemps dans les pays tempérés. Les enfants de moins de 6 mois sont en général protégés par les anticorps de leur mère (si elle a eu la rougeole ou si elle a été vaccinée). La contamination s'effectue par la propulsion des gouttelettes de salives des sujets infectés. Le malade est contagieux quatre jours avant l'éruption. Le virus disparaît du sang 4 jours après le début de l'éruption.

Le signe de Köplik, à ce stade, permet le diagnostic : il consiste en un semis de petites taches blanches, grosses comme une tête d'épingle, sur une muqueuse rouge à la face interne des joues en regard des prémolaires. Trois ou quatre jours plus tard, le signe de Köplik disparaît pour être remplacé par l'éruption.

L'éruption rougeoleuse est typique : des petites plaques rouges plus ou moins en relief de quelques millimètres de diamètre qui confluent en larges plages mais laissant toujours entre elles des intervalles de peau saine. L'éruption débute sur le visage derrière les oreilles et s'étend progressivement.

Au cours de cette phase éruptive, la fièvre reste élevée, la toux et le "catarrhe oculo-oto-naso-pharyngo-laryngo-intestinal" persiste (écoulement oculaire, otite, rhinite, angine, laryngite, diarrhée). L'enfant est très fatigué. Lorsque l'éruption s'efface, elle fait place à une desquamation fine visible quelques jours. La fièvre disparaît sauf en cas de

complications. La convalescence s'étend sur une dizaine de jours, l'enfant restant fatigué.

La méningo-encéphalite de rougeole

Elle guérit sans séquelle dans 60 % des cas. Les autres enfants vont décéder ou survivre au prix de séquelles neuropsychiques sévères. Elle est imprévisible et sans rapport avec la gravité de la rougeole. Le plus souvent, son début se situe entre le 3^e et le 7^e jour de l'éruption. Le début est brutal par de la fièvre et des troubles neurologiques divers : convulsions, troubles de la conscience (obnubilation ou coma), troubles neurovégétatifs, troubles psychiques (prostration, indifférence, agitation, hostilité, délire etc.), troubles neurologiques focalisés (paralysie faciale, ophtalmoplégie, hémip légie, aphasie etc.), troubles extrapyramidaux (hypertonie, tremblements etc.), troubles de l'équilibre (ataxie, nystagmus etc.).

La panencéphalite sub-aiguë sclérosante de Dawson ou de Van Bogaert (S.S.P.E.)

C'est une complication tardive de la rougeole, survenant en moyenne 7 ans après celle-ci, et toujours mortelle en 1 à 2 ans.

Cette maladie est caractérisée par une très longue période d'incubation (plusieurs années) et la persistance du virus chez l'enfant durant la maladie clinique apparente. Elle touche l'enfant entre 5 et 12 ans et sa fréquence est de l'ordre de 1/1 000 000. Elle survient plus souvent chez le garçon que chez la fille et dans 85 % des cas, et dans les zones rurales. La cause exacte de la maladie est inconnue.

Le début est marqué par une détérioration intellectuelle, des troubles de l'humeur et du caractère. En quelques semaines ou mois, le tableau se complète : chutes brutales à la marche, mouvements

anormaux, convulsions, signes oculaires divers, troubles majeurs du langage et de l'activité gestuelle, rigidité, troubles de la vigilance etc... Le diagnostic repose sur le dosage des anticorps anti-rougeole dans le sang et le liquide céphalo-rachidien. La biopsie cérébrale permet d'affirmer formellement le diagnostic. L'évolution est inexorablement fatale en quelques mois ou années. Des cas de survie prolongée ont été publiés. Il n'y a pas de traitement connu.

Les complications selon le terrain

Les enfants souffrant de mucoviscidose, de malnutrition sévère, de malformations cardiaques, d'insuffisance respiratoire, les enfants traités par corticoïdes ou chimiothérapie anticancéreuse présentent plus de complications que les enfants sains. Le nouveau-né et le nourrisson de quelques mois

nés de mères non protégées contre la rougeole, sont également des enfants à risques.

5 % des enfants vaccinés ne sont pas assez protégés par le vaccin et peuvent contracter la rougeole. Cela peut être une rougeole typique ou une "rougeolette" avec un peu de fièvre, un discret catarrhe, une éruption écourtée pouvant apparaître d'emblée sur le tronc ou les membres.

En zones tropicales et subtropicales, la rougeole atteint souvent des nourrissons de moins de 2 ans. Le catarrhe digestif est important avec diarrhée et déshydratation. La desquamation est très visible : fine couche poudreuse blanche. Les complications sont très fréquentes : pneumopathie bactérienne, bronchopneumopathie, laryngite, stomatite, conjonctivite etc. La rougeole accélère l'évolution fatale des malnutritions graves (kwashiorkor).

Traitement de la rougeole
Le traitement curatif

La rougeole est

théoriquement une maladie à déclaration obligatoire. L'hospitalisation doit être évitée sauf cas de complications graves (broncho-pneumonie majeure, laryngite asphyxiante, encéphalite) ou de facteur de risque (mucoviscidose, insuffisance respiratoire etc.) ou encore pour des raisons sociales.

Les antibiotiques sont souvent nécessaires en cas de surinfections bactériennes (ampicilline, macrolides...). Le traitement symptomatique comporte les mesures habituelles contre la fièvre : l'hydratation (boissons abondantes) et le repos.

La photophobie nécessite de tamiser la lumière dans la chambre. Pendant la convalescence, les enfants restent fragiles vis-à-vis des infections car leurs défenses immunitaires sont provisoirement amoindries. Le traitement de l'encéphalite repose sur l'équilibration hydro-électrolytique et calorique, l'emploi des anticonvulsivants et le nursing

Source : doctissimo

Lutte contre la Rougeole : Une nouvelle campagne nationale de vaccination annoncée pour le 30 janvier

Le ministère de la santé et de la protection sociale va lancer le 30 janvier prochain à Djarkpanga, dans la préfecture de Mô une nouvelle campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la rubéole (RR2). Les vaccins seront administrés aux enfants de 15 à 18 mois.



Prof Moustapha Mijiyawa, ministre en charge de la Santé

des enfants.

L'objectif poursuivi est de renforcer l'immunité des enfants dont l'âge est compris entre 15 et 18 mois. La vaccination intervient surtout, après l'administration des premières doses en février 2018.

Si jusqu'à présent ces deux vaccins étaient payants

dans tous les centres de santé du public, à partir du 30 janvier ils ne le seront plus. De ce fait le ministère de la santé lance un appel aux parents à sortir massivement pour faire vacciner leurs enfants afin d'éradiquer ces deux maladies qui constituent un problème majeur de santé publique au Togo.



RDC : L'Union européenne se résout à reconnaître l'élection de Félix Tshisekedi

Les Vingt-Huit ont « pris note » de la décision de la Cour constitutionnelle congolaise du 20 janvier qui valide l'élection de l'opposant.

Il aura fallu bien du temps à l'Union européenne (UE) pour réagir officiellement à la confirmation des résultats des élections en République démocratique du Congo (RDC), qui ont vu l'accession à la présidence de Félix Tshisekedi. Un résultat vivement contesté par son principal rival, Martin Fayulu, qui a appelé les dirigeants étrangers à ne pas reconnaître cette victoire. Mardi 22 janvier, à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'UE et de leurs homologues de l'Union africaine (UA), la haute représentante Federica

Mogherini a enfin livré un commentaire au nom des Vingt-Huit.

Plus question des « doutes sérieux » quant à la victoire du futur président Tshisekedi sur son opposant. Cela, c'était le verbatim la semaine dernière, avant la confirmation des résultats par la Cour constitutionnelle, à Kinshasa, dimanche 20 janvier. Si la France avait, très vite et très fort, mis en cause les résultats du scrutin et si la Belgique l'avait fait aussi, mais plus sobrement, l'UE s'en tiendra, elle, à une ligne modérée. Qui ne rappelle même plus – ou

alors avec seulement des sous-entendus – le grand scepticisme qui régnait au lendemain du scrutin.

Mardi, Mme Mogherini a salué la tenue d'élections qui sont, dit-elle, « une avancée majeure » avec laquelle le peuple congolais a pu exprimer sa « volonté de changement ». Les Européens ont, par ailleurs, « pris note » de la décision de la Cour constitutionnelle. Difficile, sans doute, de contester celle-ci sans s'exposer à des accusations d'ingérence, même si des informations parvenues à Bruxelles jettent un trouble évident sur le déroulement du scrutin. En clair, les interrogations subsisteront mais, faute d'éléments



objectifs et de preuves irréfutables, impossible de ne pas reconnaître la légitimité de M. Tshisekedi.

Approche prudente et appel au calme

Après la concertation que Mme Mogherini tenait à organiser avec les ministres de l'Union africaine – laquelle a renoncé à envoyer une mission à Kinshasa, comme cela avait été

évoqué la semaine dernière – les Européens ont donc choisi l'approche prudente et l'appel au calme. Ils invitent le nouveau président à prendre en compte « les défis majeurs » auxquels son pays est confronté : la situation politique, sociale, économique, ainsi que les questions de gouvernance. M. Tshisekedi est aussi convié à rassembler ses concitoyens et à dialoguer avec les autres pays africains, ses voisins notamment.

L'UE, insiste Mme Mogherini, veut rester un partenaire important, surtout soucieuse du sort de la population. Elle lui apporte, entre autres, une importante aide humanitaire et participe à la formation des forces armées et de la police. « Avoir un ambassadeur sur place nous aiderait », glisse en conclusion Mme Mogherini. Une allusion au fait que le chef de la délégation européenne à Kinshasa, le diplomate belge Bart Ouvry, avait été sommé, à la fin décembre, de quitter Kinshasa. Une réponse à la décision de l'UE de prolonger des sanctions visant quatorze personnalités congolaises, dont le candidat du pouvoir à la présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary.

Celui-ci a vu ses avoirs et son visa gelés pour « de sérieuses violations des droits de l'homme » lors de la répression qui a suivi des manifestations contre le président Joseph Kabila, entre la fin de 2016 et le début de 2018. « Rien ne saurait justifier cet acte arbitraire » avait déclaré, à l'époque Mme Mogherini. Qui n'a pas répondu, mardi, à une question embarrassante : l'UE assistera-t-elle, oui ou non, à la cérémonie d'investiture du nouveau président ?

Source : le Monde Afrique

“Je suis rugbyman, voici mon projet pour le développement du rugby au Togo” : Un nouveau projet pour le développement du ballon ovale au Togo voit le jour

“Je suis rugbyman, voici mon projet pour le développement du rugby au Togo”, voici le nouveau projet lancé par un collectif de passionnés du ballon oval au Togo le dimanche 20 décembre 2018 à Lomé. C'était au cours d'un match de gala qui a opposé deux sélections, la première composée des joueurs des clubs Elites, Ouragan et Abeilles, et la seconde, Lion, Phénix et mamba.

Pour le leader de ce collectif, Adjola Herbert, joueur du club Elites, évoluant actuellement au Ghana, ce projet vise à mobiliser tous les rugbymen du Togo autour des idées et stratégies pouvant contribuer au développement de la pratique du ballon ovale au Togo.

Concrètement, le collectif ainsi formé à l'issue de la rencontre, entend œuvrer au développement du rugby au Togo, à travers des actions de soutiens aux initiatives tous azimuts, tels l'organisation des compétitions de rugby, les ateliers et formations thématiques sur la discipline, celle des éducateurs et formateurs, la mobilisation des partenariats techniques et financiers,...

“Depuis quelques années, le championnat nationale des clubs d'élites dans notre discipline connaît un frein, cela est dû en majeure partie à la mobilisation des ressources nécessaires. Mais d'un autre côté, nous voyons ici et là



quelques acteurs essayer de faire bouger les lignes notamment l'association Togo en mêlées. Néanmoins, leurs actions ciblent prioritairement les catégories inférieures et les jeunes filles, qui arrivés à maturité manquent de débouchés du fait du statut quo qui prévaut au sommet.

Notre idée est de pouvoir mobiliser toute la chaîne de ce sport autour des activités fédératives, profitables à tous et qui feront connaître le rugby et nous donner du boom au cœur. Par cela nous espérons contribuer de notre modeste moyen au développement du ballon ovale au Togo”, a-t-il

confié.

Projet novateur, “Je suis un rugbyman et voici mon projet pour le développement du rugby au Togo” a déjà rencontré l'adhésion d'une majeure partie de la communauté du rugby au Togo notamment au sein de la Fédération Togolaise de Rugby (FTR), des associations œuvrant sur le plan national et international pour la cause, ainsi que des acteurs Togolais de la diaspora qui espèrent apporter aussi leur pierre à l'édifice.

Nombreux sont-ils aujourd'hui à être victimes de la fuite des

talents vers l'extérieur, du fait de la léthargie qui prévaut au sein des plus hautes instances du ballon ovale sur le plan national, cela avec ses risques et périls. Le nouveau collectif de jeunes passionnés du ballon ovale, réuni autour du jeune Adjola, entend mener dans les semaines à venir des activités impactantes et des actions de grandes envergures afin de remobiliser la jeunesse togolaise passionnée de ce sport mais qui semble être relégué aux oubliettes par les politiques sportives de notre pays.

Pour la petite histoire, la rencontre de gala qui a sanctionné le lancement du projet a enregistré l'active participation de l'internationale française du rugby à XV et à VII, évoluant actuellement au Stade Français, Laurelin Fourcade, la présence d'Anaïs Lagougine, actuelle entraîneur de la branche féminine du Stade Français, ainsi que celle du Directeur technique de la FTR, Ouro Koumoni Mahawiaya, également responsable de terres en mêlées Togo. Elle a été remportée par la sélection Lion, Phénix et mamba par 8 essais contre 7.

Démocrate





INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :

- ✓ **AGOÈ,**
- ✓ **BAGUIDA,**
- ✓ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ✓ **FOREVER,**
- ✓ **ZONE PORTUAIRE,**
- ✓ **ABLOGAMÉ,**
- ✓ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ✓ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ✓ **RÉSIDENTE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.

